

météore, pour annoncer la découverte d'inscriptions ou de fossiles, pour faire des statistiques en un rayon limité, il n'est besoin que d'hommes de bonne volonté et non de savants du premier ordre. Les sociétés exciteraient et récompenseraient leur zèle par des mentions dans les séances publiques, par des insertions dans leurs mémoires, et même, si elles pouvaient, par des jetons et des médailles ?

Il faudrait, je crois, des millions à l'Institut, dans l'intérêt de la science, pour provoquer et récompenser toutes les découvertes, pour pousser à bout toutes les grandes expériences. Mais, dans ce même intérêt, ne faudrait-il pas aussi une modeste subvention de quelques milliers de francs, au moins pour les sociétés les plus considérables de la province ? Que de bien ne pourraient-elles pas faire avec un peu d'argent ; soit en décernant des récompenses à leurs meilleurs correspondants, soit en encourageant, dans leur ressort, les bons ouvrages, les perfectionnements, les découvertes, soit en étendant leurs recherches et leurs publications. Quel autre moyen d'empêcher la concentration à Paris de toute la vie intellectuelle de la France ?

Ce vœu s'adresse à un gouvernement digne de l'entendre. L'Empereur qui fondait, il y deux ans, pour le plus bel ouvrage ou la plus belle découverte, ce prix extraordinaire de 30,000 fr. décerné, l'année dernière, par l'Institut, sait mieux qu'aucun autre souverain du monde, que les dépenses pour les sciences et pour les lettres sont des dépenses de grande utilité publique, des dépenses vraiment royales, *opera vere basilica*, comme dit Bacon.

Mais en quoi consisteraient ces relations de l'Institut avec les académies affiliées de la province ? Elles seraient très-simples et de nature, je le répète, à ne porter aucune atteinte à leur indépendance et à leur libre initiative. Avant d'aller plus loin, pour prévenir des objections nous devons faire